

Accord interprofessionnel

**COMMERCE
(Alsace-Moselle)
(6 janvier 2014)**

(Etendu par arrêté du 15 juillet 2014,
Journal officiel du 10 août 2014)

AVENANT N° 1 DU 29 AVRIL 2016

**À L'ACCORD COLLECTIF TERRITORIAL DU 6 JANVIER 2014 RELATIF AUX CONTREPARTIES
ACCORDÉES AUX SALARIÉ(E)S DANS LE CADRE DES DÉROGATIONS AU REPOS DOMINICAL
(BAS-RHIN, HAUT-RHIN ET MOSELLE)**

NOR : ASET1650691M

Entre

CGPME Alsace

MEDEF Alsace

UPA Alsace

D'une part, et

CFDT Alsace

CFTC Alsace

CFTC Moselle

CGT Alsace

CGT-FO Alsace

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires signataires ont souhaité adapter l'accord collectif territorial relatif aux contreparties accordées aux salariés dans le cadre des dérogations au repos dominical dans le secteur du commerce du 6 janvier 2014. Le présent avenant est conclu en raison des difficultés économiques rencontrées et des problèmes d'organisation générés par l'attribution du repos dans trois secteurs ayant ouvert de longue date.

Article 1^{er}

L'article 1^{er} de l'accord collectif territorial du 6 janvier 2014 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1^{er}

Compensation

En cas de dérogation, et dans la limite de celle-ci, à l'interdiction d'emploi de salariés les dimanches et jours fériés et à défaut de convention ou d'accords collectifs de travail plus favorables le salarié des

entreprises ayant pour code APE de la NAF (nomenclature d'activités françaises) 10.71C, 10.71D ou 47.76Z, bénéficiera :

- d'une rémunération qui sera au moins égale à 150 % du taux horaire de base ;
- pour les dimanches de l'Avent, la rémunération applicable sera au moins égale à 200 % du taux horaire de base.

Ces rémunérations n'incluent pas les majorations éventuelles pour heures supplémentaires.

A l'exclusion des entreprises dont le code APE est cité ci-dessus, en cas de dérogation à l'interdiction d'emploi de salariés les dimanches et jours fériés et à défaut de convention ou d'accords collectifs de travail plus favorables, le salarié bénéficiera d'une rémunération qui sera au moins égale à 150 % du taux horaire de base.

Cette rémunération inclut les majorations éventuelles pour heures supplémentaires.

A cette majoration de rémunération s'ajoute un repos d'une durée équivalente au temps travaillé. Ce repos, qui correspond à la récupération du temps travaillé, pourra être pris aussi bien avant qu'après le dimanche ou le jour férié travaillé. Il est fixé par accord entre le salarié et l'employeur.

Pour les dimanches de l'Avent, la rémunération applicable est au moins égale à 200 % du taux horaire de base, ainsi qu'un repos d'une durée équivalente au temps travaillé.

Article 2

Modalités d'application

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au ministère chargé du travail.

Fait à Strasbourg, le 29 avril 2016.

(Suivent les signatures.)